

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

| | | | |
|-----------------|---------|---------|----|
| Un an. | 6 mois. | 3 mois. | |
| Paris. | 24 | 13 | 7 |
| Départements. . | 36 | 18 | 10 |
| Etranger. . . . | 48 | 24 | 13 |

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

ÉCHO DE L'AGRICULTURE, DES TRAVAILLEURS DE FRANCE,

MONITEUR DES CLUBS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU TRAVAIL. DROIT AU BIEN-ÊTRE.

La Commune de Paris rappelle à tous les bons citoyens qu'elle accueille tous les renseignements précis et signés sur les commis du peuple à l'Assemblée nationale.

Nous publierons sous peu une série de BIOGRAPHIES détaillées, appuyées sur les documents les plus exacts.

Paris, 14 mai.

NOTRE INTÉRIEUR.

Où donc sont les terroristes ? Est-ce parmi nous ? Oui ! répondent les contre-révolutionnaires.

Peuple, tu ne les crois pas ! Ils mentent, tu le sais.

Notre journal a été fondé sous les auspices de la fraternité la plus entière, de l'abnégation la plus sainte.

Voués à la religion de la démocratie, nous avons juré de la faire triompher ; nous nous sommes associés dans ce but.

Nous n'avons été en ceci que les interprètes de la grande pensée qui, esprit hier, se fera chair demain, et se traduira par un mot : *solidarité*.

Nous vivons en famille. Ce que nous possédons est à la République ; or et cœur, nous lui appartenons !

On nous a reproché d'habiter un palais : — ce palais n'est pas à nous ; il appartient à tous ; et du reste, nous y sommes régulièrement installés.

Qu'on vienne nous visiter, ainsi que l'ont fait un grand nombre d'ouvriers, plusieurs représentants, des agriculteurs, de hauts fonctionnaires, des négociants, et l'on verra qu'il n'y a rien en nous, dans le fait et dans la forme, qui ne soit en rapport avec les idées démocratiques. Dans le fait, nous voulons une plus grande somme de bien être pour tous ; dans la forme, nous mettons en pratique l'association, tout en conservant notre individualité.

S'il nous est accordé de remplir jusqu'au bout notre tâche ; si nous sommes appelés à voir heureux et dégagé des liens de la misère ce peuple pour lequel nous avons vécu, lutté, souffert ; si le soleil de l'émancipation dernière doit se lever bientôt sur le monde, satisfaits d'avoir contribué au bonheur de tous sinon par notre talent du moins par notre patriotisme, nous ne demanderons à la France, après avoir accompli notre mission de journalistes et de soldats, que quelques bruyères à défricher au bord de quelque grève ou au versant de quelque montagne, afin de continuer par la charrue l'œuvre des penseurs de tous les siècles et des apôtres de toutes les religions.

Là, en présence des cieux profonds, nous remercierons Dieu de nous avoir donné la vie, puisque nous devons l'employer à défendre la justice et à nous dévouer pour la plus saine de toutes les causes.

SOBRIER.

LA DÉMOCRATIE ET LA SPÉCULATION.

Nous ne voulons pas d'une République qui soit une tempête ; nous voulons d'une République qui soit un port. Mais pour que ce port ne soit point une fiction dérisoire, il faut y recueillir tous les naufragés de l'ancien monde.

Les classes ouvrières ont été jusqu'ici des races abîmées dans la tempête des intérêts. L'ordre furieux et violent qui régnait dans la société n'était qu'une dispersion éternelle des forces actives du peuple.

On nous appelle des hommes de désordre. Les révolutionnaires démocrates sont au contraire des hommes de paix et de tranquillité publique. Ils veulent faire succéder le calme du bien-être pour toutes les classes à l'orage de la concurrence aveugle et déchaînée. Ce sont les réactionnaires qui troublent la France ; car ils ramènent le conflit entre le droit et le privilège.

Je sais bien que tout acte rétrograde fait monter le thermomètre de la Bourse ; mais ne savons-nous pas aussi que l'échelle des fonds publics est l'échelle de la honte et de l'égoïsme ? Si encore ces hommes d'affaires savaient être égoïstes avec intelligence ! Ils comprendraient que cette richesse artificielle, aléatoire, chimé-

rique, richesse de crédit et de papiers, est la fortune des nations qui touchent à la décadence. Il n'y a de richesse solide que celle donnée par la production. Eh bien ! c'est à favoriser l'essor des artisans de la production réelle que tendent toutes nos doctrines économiques.

Nous ne voulons pas tuer les positions acquises ; mais nous voulons prévenir ces jeux de la fortune et du hasard qui détournent du travail productif les forces vives du pays pour les porter sur des spéculations mensongères. Ces parasites de la richesse attirent à eux des sommes flottantes qui se retirent ainsi des classes laborieuses. La spéculation est l'ennemie du travail.

Si la démocratie se fonde parmi nous, si la République n'est pas un vain mot, nous verrons disparaître ces improductifs qui vivent sur la sève féconde du peuple comme la chenille sur les organes de l'arbre. Le travail a pour mission de transformer le monde ; il est l'agent créateur d'une société fondée sur le droit et sur la justice, qui pourra s'intituler enfin le règne de Dieu.

Quels sont les moyens d'atteindre à ces idées du socialisme ?

C'est toujours au peuple que nous nous adresserons. Comment aurions-nous confiance aux hommes qui passent devant la souveraineté nationale comme des nuages devant la face du soleil ? Les uns sont des exploiters de la démocratie, les autres sont des incapables qui endorment la Révolution dans leur insuffisance.

Peuple ! pénétre-toi bien de cette vérité, que toute puissance vient de toi et ne saurait venir d'autre part. Hier tu n'étais rien, aujourd'hui tu es tout.

J'entends déjà des voix qui t'invitent au repos et à l'indifférence. Parmi ces voix, il en est de perfides et de méprisables, ce sont celles des réactionnaires. Les ennemis de la chose publique travaillent à tenter la classe laborieuse et souffrante par la séduction des besoins. C'est un système arrêté contre lequel la classe ouvrière ne saurait trop protester par son abnégation et sa patience. Des influences plus tendres et plus dangereuses, parce qu'elles sont plus légitimes, se mêlent à ce concert de plaintes et de mauvais conseils : « Depuis que tu es une partie du souverain, dit à son mari la femme de l'ouvrier, en es-tu plus riche ? Avons-nous plus de pain à distribuer entre nos pauvres enfants ? Au contraire, les travaux sont partout suspendus ; l'argent a fui ; la faim étend sur les visages sa pâle tristesse. A quoi te sert d'avoir une main dans les affaires de l'Etat si tu n'as plus d'ouvrage pour te nourrir, toi et les tiens ? »

Gardez-vous d'écouter ce langage faux et suborneur ; gardez-vous de croire que l'exercice des droits politiques soit indifférent au bien-être de ceux qui pratiquent ces droits. Apprenez seulement à vous en servir.

Sous le dernier règne, l'immense richesse de l'aristocratie bourgeoise tenait surtout à l'exercice de ces droits politiques qu'elle exploitait dans le sens de ses intérêts. C'est au peuple à prendre exemple de ses anciens maîtres pour fonder lui-même son règne.

Du jour où le travail fera la loi, et ce jour est venu si vous le voulez, le travail s'avancera, par des mesures efficaces, vers une plus juste répartition des biens de la terre. La nature et l'industrie, si fécondes pour le riche oisif, se sont montrées jusqu'ici dures et stériles pour l'ouvrier, qui enfantait à la sueur de son front les merveilles de la production et du bien-être.

Il ne tient qu'à vous de secouer ce joug écrasant du capital. On vous avait supprimé civilement en vous retirant les droits de citoyen. Comme vous ne participez en rien aux affaires de l'Etat, la loi se faisait sans vous et contre vous. Cet état de choses se perpétuerait si, par une coupable indifférence, vous négligiez de défendre contre tous les empiètements de la réaction le terrain que vous avez conquis en février. Servez-vous de vos droits politiques comme d'un moyen pour arriver à une réforme sociale. Ces droits, étendez-les par les lumières et par la pratique assidue. L'affranchissement d'un peuple est en raison de la volonté qu'il a d'être libre.

Je me résume : pour but, la réforme des industries parasites et intermédiaires ; pour moyens, les droits politiques chaque jour accrus par la lutte incessante du prolétaire contre les derniers restes d'un passé toujours détruit et toujours renaissant.

AL. E.

MANIFESTATION EN FAVEUR DE LA POLOGNE.

Les citoyens qui veulent concourir à la manifestation démocratique du peuple français en faveur de la Pologne sont prévenus qu'on se réunira aujourd'hui lundi, à dix heures du matin, autour du monument de la place de la Bastille.

Les délégués des départements qui se trouvent à Paris sont invités fraternellement à se réunir à ceux de Paris, afin que cette manifestation puisse être considérée comme l'expression des sentiments de toute la France.

La marche sera, comme toujours, grave et solennelle, car il s'agit du salut d'une nation amie qu'on opprime.

Le calme est le symbole de la force, nous le répétons. Notre droit est évident, sacré. C'est parce que nous sommes sûrs de faire triompher la cause démocratique que nous recommandons le plus grand calme au peuple, qui n'a jamais été l'agresseur.

Point de tambours, point de musique, point d'armes ! point d'autres cris que ceux de :

Vive la République ! vive la Pologne !

RÉACTIONS DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

On ne s'entretient depuis quelques jours que des tentatives réactionnaires des hommes que la Révolution a eu la faiblesse de laisser au pouvoir ; les bruits vagues qui ont circulé d'abord présentent à chaque instant un caractère plus sérieux. Dans les administrations, le régime du bon plaisir et de l'arbitraire marche la tête haute et reste fidèle aux traditions du passé.

On assure que les chefs du Club central des employés des douanes vont être chassés de Paris et envoyés dans les départements, et que le club sera interdit. On lui dénie le droit de poursuivre l'obtention de garanties légales contre le retour de l'arbitraire. Tant d'audace, deux mois après une révolution démocratique, c'est à ne pas y croire ! Nous pensons encore qu'avant de porter une main sacrilège sur le droit de réunion, on voudra bien se souvenir que la violence appelle la violence et que les citoyens qui ont été portés, par l'élection, au bureau du club sauront maintenir leurs droits et opposer à l'oppression une résistance énergique.

La situation est donc alarmante. Mais à qui la faute ? A-t-on, jusqu'à ce jour, entouré la République de toute la force qu'elle doit avoir ? A-t-on appuyé sur des décrets d'urgence, qui peuvent seuls en assurer la durée ? En a-t-on surtout confié la garde à ses amis ? Osons dire toute la vérité à l'ancien Gouvernement provisoire : il a plus gouverné au nom de la République qu'il n'a gouverné selon la République. Sa marche n'a pas été assez ferme, et c'est à ce défaut d'énergie qu'il doit attribuer les alarmes des démocrates et les espérances des réactionnaires. En laissant aux mains de nos ennemis un pouvoir dont ils ont fait un si triste usage, on les a enhardis, et la garantie de l'impunité a doublé leur audace.

Ne vous étiez-ils pas connus ces hommes dont les résistances insensées à toute idée de réforme a fini par lasser notre patience ? Vous luttez alors contre eux, vous dîtes les juger. Et d'ailleurs la Révolution n'a-t-elle pas été faite contre eux ? Mais à peine aviez-vous triomphé que vous tendiez la main à votre ennemi ; il garde aujourd'hui toutes ses positions, et il menace les nôtres. Et vous pensiez qu'il ne reprendrait pas l'offensive ? Vous l'aviez humilié, et vous avez pu croire à une réconciliation ? Ne savez-vous donc pas que l'ambition trompée est implacable dans sa haine et que l'orgueil d'un parvenu conspu ne pardonne jamais ?

Ces réflexions s'adressent aux chefs des administrations et surtout au citoyen Grélerin, ex-conseiller d'Etat, ex directeur général des douanes, aujourd'hui chef de cette administration avec le simple titre de directeur, mais avec les mêmes appointements (20 000 francs).

La présence du citoyen Grélerin à la tête de l'administration des douanes est un scandale pour cette administration, un danger pour les employés et pour le commerce.

N'est-ce pas lui qui s'est toujours opposé à la révision de nos tarifs, alors qu'il était constant qu'il était le plus grand ennemi du commerce et qu'il ne profitait qu'à la classe privilégiée des riches manufacturiers ?

N'est-ce pas lui, enfant chéri d'un système corrompu, qui a déconsidéré l'administration par un népotisme impudent, par de criants abus ? Et loin de les faire oublier, ne met-il pas une sorte d'affectation à les défendre ?

N'est-ce pas lui qui répondait aux employés nécessaires que l'administration ne reconnaissait pas de droits à l'avancement, qu'elle n'admettait que des titres ?

N'est-ce pas lui qui, dans l'organisation récente des services de Paris, a eu l'imprudence de respecter les sinécures et de ne faire porter les réductions que sur les appointements infimes des employés subalternes ?

Pourquoi les chefs de la douane de Paris n'ont-ils pas été admis à la retraite, quand des employés moins âgés et plus nécessaires ont été sacrifiés à l'exigence de la situation ? Pourquoi enfin leurs appointements n'ont-ils subi aucune réduction ?

A-t-on voulu les dédommager des légitimes défiances qu'ils inspirent aux employés sous leurs ordres ?

Nous serions tentés de le croire ; mais nous reviendrons sur ce sujet, et nous n'abandonnerons la tâche que lorsqu'une satisfaction éclatante aura été donnée à nos justes griefs.

Notre courage ne faillira pas, car nous pensons encore, bien que nos illusions s'affaiblissent, que la République de 1848 ne doit pas être seulement un changement de mots, mais un changement d'hommes et d'institution. Le peuple attend des lois permanentes en harmonie avec l'esprit éminemment social de la Révolution, et jusqu'à ce jour nous voyons son action soumise aux ressorts faibles ou incertains d'une législation usée et à l'influence corrompue des réactionnaires de l'ancien régime.

Salut et fraternité.

X.

15 mai 1848.

LES REPRÉSENTANTS ET LE PEUPLE.

Le sort en est jeté : nous avons prêché dans le désert. La Représentation nationale, en choisissant dans son sein les agents du pouvoir exécutif, les ministres, a voté que le peuple n'avait point, aux barricades de février, aboli le cumul des fonctions et proclamé la République.

Commis du peuple, par ces votes vous avez prévariqué, vous avez outrepassé vos pouvoirs. Pas un seul d'entre vous ne s'est présenté devant les électeurs sans crier *Vive la République*. C'est comme républicains que vous avez été élus, et par ces votes vous avez renié la République. Car le premier principe d'un gouvernement républicain, c'est la distinction des pouvoirs et des forces de la nation. La République veut un conseil qui prépare la loi, des mandataires du peuple qui la votent et un pouvoir qui la fasse exécuter. Ces trois fonctions sont essentiellement distinctes. Jamais elles ne doivent être unies en une seule personification. Si cela arrive, il y a abus, confusion, iniquité.

Au reste, cette théorie n'est point nouvelle.

Si l'on consulte l'histoire, on la trouve mise en pratique chez les peuples de l'antiquité. Chez nous, on a l'exemple de Danton, qui se connaissait, je crois, en République.

Quand cet homme éminent fut élu par le peuple pour le représenter à la Convention nationale, il était ministre de la justice. Son premier acte, en venant siéger au milieu des conventionnels, fut de rendre à la nation le portefeuille qu'il tenait d'elle. Son collègue Roland, élu comme lui, mais dont l'esprit ambitieux ne comprenait pas aussi bien la République, voulut garder à la fois et son siège à la Convention et son portefeuille de l'intérieur ; mais l'assemblée déclara par un vote qu'il fallait opter, et Roland opta pour le ministère. Enfin, dans les Amériques, nous trouvons des exemples vivants : jamais ni aux Etats-Unis, ni au Mexique, ni ailleurs, les ministres n'ont siégé en cette qualité dans les congrès républicains.

En présence de pareils faits, nous sommes donc en droit de dire aux représentants de la nation qu'ils sont retombés dans les errements du passé : ils n'ont pas compris quel est le rôle du ministre dans la République. Ils ont formé un cabinet ministériel, tandis que la République n'admet pas de cabinet. L'assemblée souveraine est maîtresse des questions politiques et sociales

qu'elle résout par la loi et la constitution.

Le ministre est responsable de l'exécution de cette loi dans le département commis à ses soins ; mais il ne répond pas des actes de son collègue. Du moment qu'il n'y a plus de cabinet, il ne saurait y avoir de solidarité. Chacun agit à part ; aussi c'est individuellement que la Représentation doit les juger et les révoquer s'il y a incapacité.

De l'état républicain ainsi ordonné, selon le bien, le droit et la justice, il résulte pour les citoyens les avantages immenses que la République seule peut donner aux hommes.

De son côté, l'Assemblée nationale, en restant dans son rôle de constituante, élève toutes ses discussions à la hauteur de discussions de principes. Devant eux disparaissent toutes les personnalités, toutes les puériles questions d'amour-propre.

Commis du peuple, vous n'avez rien fait de cela dans vos séances du 10 et du 11 mai. Les intérêts de la France ont été sacrifiés par vous à des intérêts particuliers, à des raisons de haute convenance. En constituant un cabinet ministériel, vous avez ouvert la porte à tous les abus, parce que vous n'avez pas osé porter une main courageuse sur le plus criant de tous. Par votre exemple, vous avez autorisé tous les fonctionnaires à venir siéger à la Représentation sans abandonner leurs places. Par conséquent, vous avez mis en souffrance ou les intérêts de leurs administrés ou les intérêts de tous les citoyens qu'ils doivent défendre à l'Assemblée. Vous avez anéanti leur liberté de conscience ; vous avez mis entre elle et l'urne du scrutin leur place à conserver. Donc, vous avez fait de la monarchie ; vous avez remis en vigueur le système renversé par les combattants de février.

Eh bien ! vous avez menti au peuple, dont vous tenez votre mandat ; vous avez menti à la France.

Au nom de la patrie, au nom de l'humanité, nous vous en conjurons, revenez sur ces fausses mesures ; il en est temps encore... La gloire et les bénédictions sont d'un côté, la honte et les malédictions de l'autre. Hésitez-vous à choisir ?... J. H.

MINISTRES, DEVEZ-VOUS ÊTRE ACCESSIBLES !

Lorsqu'un peuple, après avoir détruit des institutions mauvaises, a écrit sur sa bannière cette immortelle devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*, il semble que le premier soin à prendre par ceux qui sont appelés à l'honneur de la gouverner devrait être de faire au plus vite disparaître tout ce qui peut rappeler un passé à jamais brisé. Que signifient à l'époque où nous vivons ces longues heures d'antichambre, ces formalités d'introduction, cette organisation des audiences (un vrai chef-d'œuvre), tout cet attirail enfin, tout ce cérémonial d'autrefois dont nos nouveaux fonctionnaires ont consenti à se laisser entourer ?

Où est la liberté, si l'on vous traque à la porte des ministères, si pour avoir un renseignement du moment, il vous faut demander une audience qui n'arrivera que huit jours plus tard ?

Qu'est-ce que l'égalité, si vous n'êtes introduits qu'avec des laissez-passer ?

Où est la fraternité, si le pauvre, si le faible, rebuté par les entraves que vous lui jetez, ne peut arriver jusqu'à vous pour vous exposer ses misères ?

Songez-y : le peuple vous connaît trop peu pour vous juger autrement que sur les apparences ; il vous jugera, et il ne se trompera guère.

Il a jugé les rois, et il ne s'est pas trompé ; car d'un si grand nombre, il n'en a absous que deux, celui qui rendait la justice à son peuple sous les arbres de Vincennes, et celui qu'il voit encore sans peine dominer le Pont-Neuf. L'histoire, dit un écrivain, a eu peine à sauver de l'oubli le souvenir des victoires qui égalent Trajan aux plus grands guerriers ; mais l'univers connaît ses vertus et son amour du peuple.

Et que nous font à nous vos prodiges de rédaction, vos écritures merveilleuses, vos décisions qui se contredisent, vos projets qui n'arrivent pas à terme, vos tâtonnements et votre routine ? Que nous font les prétendus soins que vous donnez à la chose publique, si lorsque l'occasion se présente, vous refusez de nous entendre ?

Qu'un ministre, en même temps représentant du peuple, ne puisse pas, surtout dans les circonstances présentes, consacrer de nombreux loisirs à l'audition de toutes les requêtes, nous le comprenons. Mais, sérieusement et à part quelques décisions importantes, un ministre fait-il rien par lui-même ? Ses commis n'en savent-ils pas pas dix fois plus que lui sur la situation de chaque affaire ? Il s'agit ici des petites surtout.

Eh bien, que ces messieurs renoncent à leur impénétrabilité ; que chaque ministre, chaque haut fonctionnaire désigne un certain nombre d'hommes, dont il soit sûr, qui le suppléeront dans le soin des audiences à donner. Le public comprendra cette nécessité et s'y soumettra sans peine. Il est trop éclairé pour ne point comprendre que les hauts fonctionnaires ne peuvent écouter eux-mêmes tout le monde ; mais il connaît trop ses droits pour oublier que tout le monde doit être entendu.

TOUJOURS DE LA FAVEUR, TOUJOURS DES ABUS.

Est-ce que par hasard la Révolution de février se serait faite pour voir non-seulement se perpétuer, mais encore s'aggraver les abus contre lesquels on s'est élevé avec tant de raison sous le gouvernement déchû ?

C'est ce qu'on serait tenté de croire quand on

examine de près comment les choses se pratiquent dans les bureaux administratifs. Au reste, jugez-en vous-même par le fait que je vais signaler.

La scène se passe au ministère de la guerre, le surlendemain de la proclamation de la République.

Cet employé du bureau de l'infanterie vous représente un commis-rédacteur de deuxième classe, aux appointements de 2,600 fr.

Un chef d'escadron d'état-major, le citoyen Constantin, improvisé chef du cabinet du général Subervie, avait des relations d'amitié avec le commis. Le 28 février, il le prend par la main, le conduit au cabinet, lui donne une besogne quelconque et lui confère d'emblée le grade de sous-chef (traitement 4,000 fr.), le faisant sauter ainsi à pieds joints par-dessus trois échelons de la hiérarchie bureaucratique.

Il va sans dire que le général Subervie ratifia le tout.

Vous allez croire que le commis privilégié, pour avoir obtenu un avancement aussi exorbitant, est sans doute d'une capacité hors ligne et d'un républicanisme invétéré.

Pas le moins du monde. Cet employé est d'une capacité fort ordinaire, et quant à son certificat de civisme, on ne lui en connaît pas d'autre que d'avoir conquis une série d'avancement de traitement dans les cabinets des ministres Soult et Saint-Yon, de dynastique mémoire.

On pensait que le citoyen Charras, en prenant en main le gouvernail de la guerre, s'empresse-rait de faire rentrer le privilégié dans les limites naturelles de son traitement ; il n'en a rien été, et le susdit privilège est encore sous-chef au cabinet du citoyen Charras.

Le citoyen Charras ignorait assurément cet abus ; à présent qu'il est édifié sur le compte de son sous-chef, que va-t-il faire ?

MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EUROPÉEN.

Les révolutionnaires ont été écrasés en Espagne. L'affreux rapport que nous publions plus bas rappelle les jours les plus sanglants de ce pays.

En Italie, les Autrichiens auraient subi une de ces terribles leçons que donne aux tyrans la colère légitime des peuples.

L'état de Rome est toujours incertain.

La Sicile est à feu et à sang depuis trois mois.

On annonce la soumission de la Pologne. Nous nous défions de cette nouvelle : les Polonais ne peuvent déposer les armes que vainqueurs ; s'ils sont soumis, c'est qu'ils sont tous couchés au champ d'honneur de la révolution !

AUX CITOYENS PROPRIÉTAIRES.

De tous les citoyens que jadis un travail journalier faisait vivre, le plus grand nombre aujourd'hui se demande la veille comment il vivra le lendemain.

Les citoyens propriétaires, par une inspiration philanthropique et nullement intéressée, semblaient avoir compris dans ces derniers temps qu'ils devaient accéder momentanément aux propositions conciliantes à eux faites par des citoyens qui, n'ayant aucun avoir, s'étaient dévoués à la défense de la propriété.

Les idées changent vite. Un instant inoccupés, les citoyens huissiers sont remis en campagne : les significations de congé, les saisies, etc., etc., pleuvent de toutes parts sur l'ouvrier, l'artiste et l'homme de lettres. Evidemment la confiance renaît.

On ne peut plus nous mettre en prison ; mais on peut nous jeter sur le pavé. Quand nous y serons, n'ayant pour tout meuble que celui que nous avons conquis et que nous tâcherons de ne pas rendre saisissable, citoyens propriétaires, soyez assez bon pour nous dire ce qu'il faudra que nous fassions.

LE PREMIER DROIT DE L'HOMME EST DE VIVRE.

Considérant que depuis plus de deux mois on promet d'améliorer le sort des travailleurs ;

Considérant que d'après la démission donnée par les citoyens Louis Blanc et Albert, l'Assemblée nationale n'a trouvé rien de mieux à faire pour soulager ceux qui ont faim que de nommer une commission d'enquête, ce qui équivaut à une remise indéfinie ;

Il serait urgent de faire tout de suite une démonstration sous la bannière : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant* ! afin de rappeler à l'Assemblée qu'elle n'est composée que des commis payés pour prendre spécialement les intérêts du peuple qui souffre.

Ne pourrait-on et ne devrait-on pas écrire dans la constitution que le traitement d'un fonctionnaire public ne pourra jamais dépasser le chiffre de 12,000 fr. par an ? Il n'y aurait d'exception que pour les ministres et envoyés dans les puissances étrangères.

IMPÔT SUR LA CHASSE.

On nous accuse de tout vouloir détruire sans jamais songer à réédifier. Nous avons aboli l'impôt sur le sel, le timbre des journaux, et nous n'avons encore rien trouvé pour remplacer les sources de revenu.

Nous demandons aujourd'hui que l'état afferme à son profit les droits de chasse sur les terri-

toires des communes, absolument comme il afferme aujourd'hui le droit de pêche.

Le gibier, en effet, n'appartient à personne ; on peut donc le considérer comme dépendant du domaine public.

Le plaisir de la chasse est un attribut de la richesse ; il ne pourra jamais en être autrement. Le prix du permis de chasse, le coût d'une arme, le plomb, la poudre, le temps qui se perd ainsi rendent ce plaisir inaccessible à la classe pauvre.

Ce serait donc quelque chose de conforme à nos principes de faire payer à la classe riche le plaisir qu'elle prend et dont le prix servirait à décharger d'autant la classe ouvrière.

Que rapporterait environ cette source de revenu ?

Il y a en France 35,000 communes. Le territoire de chaque commune serait affermé à un chiffre moyen de 500 fr. Cela donnerait donc déjà un chiffre de 7,500,000 fr.

On pourrait aussi, sans exagération, évaluer à dix le nombre de chasseurs par chaque commune, ce qui porterait le nombre des chasseurs à trois cent cinquante mille en France. Elevez le prix du permis de chasse de 25 fr. à 50 fr., cela donnerait encore 8,750,000 fr.

Cela donnerait plus de 16 millions par an, qui ne nécessiteraient aucun nouvel employé.

En quittant le Luxembourg, le citoyen Louis Blanc est allé remercier les citoyens casernés à Tournon du soin qu'ils ont pris de veiller à la sécurité et à la libre action de la commission des délégués du travail.

« Je ne quitte le Luxembourg, a-t-il dit aux compagnies accourues pour entendre sa parole, que pour défendre plus énergiquement, et à la tribune même de l'Assemblée nationale, ces droits du travailleur et cette organisation du travail auxquels j'ai voué toute mon existence. »

A ces mots, un tel enthousiasme s'est manifesté parmi ces hommes robustes qu'ils ont voulu tous à la fois lui donner un gage de sympathie et de reconnaissance, au risque même de l'incommoder par leurs preuves simultanées de vive affection.

Le citoyen Louis Blanc, prenant ensuite la main de la citoyenne Coré : « Je vous félicite, lui a-t-il dit hautement, d'être la femme de l'un des défenseurs les plus purs et les plus dévoués à la République démocratique. » Ces paroles ont été accueillies par les cris redoublés de : *Vive la République ! vive le citoyen Louis Blanc !*

Comment concilier de tels faits avec les assertions de certains journaux qui avancent que le citoyen Louis Blanc a perdu son influence parmi les hommes du peuple ?

QUESTION DES TRAVAILLEURS.

Nous sommes trop bons républicains pour ne pas être justes. La lettre signée Berault, imprimée dans notre précédent numéro, n'est ni dans l'esprit du journal ni dans nos convictions au sujet de Louis Blanc, dont nous apprécions le dévouement et le cœur si patriotique, et auquel nous ne nous fussions jamais avisés d'adresser un reproche, si ce n'est celui d'avoir eu, comme nous, une trop noble confiance. Cette lettre d'ailleurs est écrite d'un style qui ne saurait être jamais le nôtre. — C'est par mégarde qu'elle a été portée à l'imprimerie, et nous sommes convaincus que nos lecteurs en ont déjà fait justice.

LA QUESTION DES TRAVAILLEURS.

La question des travailleurs, ou plutôt des non-travailleurs n'avance pas. Je ne regarde pas comme définitivement condamnée, l'utopie du Luxembourg ; mais bien certainement elle est inapplicable au présent. Je désire que M. Louis Blanc, sans se décourager, accepte un ajournement indéfini. La création d'un ministère spécial, probablement, n'aurait pas été plus efficace ; au moins peut-on croire que la mécanique ministérielle ne manque pas de rouages suffisants pour accomplir les mêmes fonctions.

La commission d'enquête instituée dans l'Assemblée nationale me paraît une anomalie, et qui pis est, une anomalie dont l'incapacité, évidemment notoire, est facile à prévoir, en même temps qu'elle a l'inconvénient de distraire de ses fonctions normales une partie de la Représentation nationale. On peut en penser autant de la commission de secours immédiats, qui en réalité est et n'est pas autre chose qu'une délégation chargée d'un acte d'administration dont la nature ne serait pas changée par le vote législatif. C'est faire descendre le pouvoir législatif, là où il n'y avait que la matière d'un acte ministériel.

Ainsi, on n'a pas cessé depuis le 25 février, à l'exception des mesures d'urgence que devait prendre le Gouvernement provisoire, de faire fausse route. Soit défaut de volonté, soit défaut d'intelligence, on n'a pas demandé le remède à ceux qui devaient le trouver.

L'opinion que le 24 février a fait le mal ne serait pas soutenable. La première cause remonte bien plus loin ; une admirable conception du gouvernement impérial détournée de son but a fourni l'idée rudimentaire. La royauté cosaque comprit le parti qu'elle pouvait en tirer pour se faire des partisans. La royauté des barricades avait trop de sympathies avec sa germaine pour que trouvant le dol tout fait, elle ne cherchât pas à en tirer tout le parti possible ; assez aveugle pour ne pas s'apercevoir qu'elle creusait le gouffre dans lequel elle s'est abîmée.

Le moyen de tous ces régimes fut l'organisation des rouages administratifs sous la dénomination de « chambres consultatives d'arts, commerce et manufactures, » ensuite de grands conseils d'agriculture de tous les hauts barons du travail national. C'est à cette institution qu'il faut se hâter d'avoir recours. Personne mieux que ces hommes habiles ne peut connaître le mécanisme qu'ils ont créé et perfectionné, que depuis 40 ans ils font mouvoir ; on ne peut décliner leur compétence, pas plus qu'eux-mêmes ne peuvent feindre de la méconnaître. Au nom du droit qu'a tout citoyen, quelque obscur qu'il soit, de donner son avis dans des circonstances évidemment perplexes, je propose à la commission de gouvernement de convoquer à bref délai et avec les précautions de détail, pour que cette assemblée soit au grand complet, la réunion des trois grands conseils d'agriculture, commerce et manufactures, et de leur soumettre le problème en ces termes : « Indiquer le moyen de mettre la paix sociale à l'abri des attaques, dont la cause ou le prétexte viennent de la perturbation de l'industrie. »

Nous empruntons à la dernière livraison des *Guêpes*, de notre ami Alp. Karr, cet article sur l'incompatibilité des fonctions salariées avec le mandat de représentant.

« Quelques-uns des nouveaux députés, fonctionnaires publics rétribués, ont cru devoir annoncer par la voie des journaux qu'ils n'accepteraient pas la rémunération de 25 francs par jour allouée à chaque représentant, parce qu'ils ne peuvent être payés des deux côtés à la fois. On a remarqué :

« 1° Que, ayant à opter entre deux traitements, ces fonctionnaires ont conservé le plus gros ;

« 2° Que pendant le temps que les fonctions de représentant les enlèvent à leurs autres fonctions, ils renoncent au traitement des fonctions qu'ils remplissent pour conserver le traitement des fonctions qu'ils ne remplissent pas ;

« 3° Que les députés ne touchant pas l'indemnité feraient encore à la chambre une aristocratie de riches ;

« 4° Que l'ancienne opposition a plaidé pendant trente ans, avec raison, l'incompatibilité des fonctions salariées avec le mandat de député ; que garder seulement son traitement de fonctionnaire salarié, c'est se faire payer par l'administration pour être député, c'est se mettre un peu plus encore dans sa dépendance ;

« 5° Que si un fonctionnaire est utile à ses fonctions, il ne doit pas les quitter pour en accepter d'autres ; que s'il y est inutile, il ne doit pas les garder ;

« 6° Qu'on ne peut supposer que les fonctionnaires publics, quelque estimables et supérieurs qu'ils soient, puissent remplir, avec les moments perdus de leurs fonctions, un mandat pour lequel les autres députés croient avoir besoin de tout leur temps et de toute leur intelligence. »

ROUEN.

Après avoir pris connaissance des horribles circonstances qui ont amené les massacres de Rouen et après s'être convaincu que le peuple rouennais a été victime d'un atroce boucherie, à laquelle les chefs militaires ont prêté la main, le *Club républicain de La Chapelle* a confié à son président le soin de porter à l'Assemblée nationale une pétition à l'effet d'obtenir :

1° Que tous les prisonniers incarcérés à la suite des affaires de Rouen soient immédiatement mis en liberté ;

2° Qu'une instruction contre les instigateurs de ces massacres soit commencée et suivie vigoureusement ;

3° Que les chefs militaires qui en ont été l'instrument soient destitués et mis en jugement ;

4° Que la magistrature de Rouen soit destituée et remplacée par d'autres magistrats ;

5° Enfin que le sieur Franck-Carré soit mis en état d'arrestation comme prévenu d'avoir organisé ce complot liberticide.

Et ce sera justice.

Le président, MAURY.
Le secrétaire, TASSA.

13 mai 1848.

NOUVELLES DE LA COALITION.

Un aide de camp de l'empereur de Russie serait arrivé à Vienne, chargé d'une mission confidentielle pour l'empereur d'Autriche. Il s'agirait d'un traité d'alliance entre la Russie et l'Autriche. Des négociations semblables se poursuivraient depuis quelque temps à Berlin et même à Londres, dans le but de renouer la coalition contre la France.

La correspondance dont nous venons de citer un extrait est datée de Vienne, le 6 mai.

Indépendamment du camp de Nuremberg et d'Ulm, un camp de 60,000 hommes sera établi entre Cobourg et Schweinfurt.

En Belgique, le ministère a envoyé aux gouverneurs militaires de province l'ordre immédiat du rappel sous les armes des miliciens de 1847. Ils doivent être rendus le 28 mai au camp de Beverloo.

D'autre part, le plan de la coalition se déroule tel que nous l'avons indiqué il y a peu de jours.

Déjà le gouvernement danois aurait invoqué l'intervention de la Russie. Une lettre datée de Berlin, 9 mai, assure même que le cabinet russe a demandé des explications sur l'entrée des troupes prussiennes dans le Jutland. — L'intrigue diplomatique, le simulacre de guerre des ducs

et les masques ne tarderont pas à tomber.

Les Russes ont donc des aujourd'hui un prétexte pour entrer dans la Prusse. Ce brave roi de Berlin n'en est pas moins capable de prétendre auprès de notre ministre des affaires étrangères qu'il est victime de la Russie et de son entraînement pour la Pologne...

En même temps, le consul de Suède fait savoir au sénat de Hambourg que son gouvernement a résolu d'aider les Danois en mettant non-seulement 10,000 hommes, mais toute la marine suédoise à sa disposition.

Chacun joue à merveille son rôle, comme on peut voir, dans le camp de la coalition.

Les compères ne sont pas moins habiles dans la diète de Francfort. Rien n'est comparable à ce qui s'y passe, et si, en vérité, les Allemands se laissent tromper, c'est qu'ils auront bien voulu l'être.

Les bourgeois de Cologne, sous l'inspiration du roi de Prusse, ont adressé une pétition à cette assemblée pour demander la garantie formelle de la neutralité de la Belgique, qui, disent-ils, résiste avec un calme et une fermeté sans exemple à l'orage qui a éclaté sur toute l'Europe.

Les députés adjoints à la diète ont appuyé vivement cette pétition en annonçant de prochaines démarches officielles du gouvernement belge dans le même sens.

L'esprit d'hostilité contre la France républicaine, les intrigues de la réaction sont donc, nous ne cessons de le répéter, manifestes, et notre ex-gendre Léopold y prend sa bonne part. Encore une fois, il est temps d'y aviser.

(La Réforme.)

FÊTE A AUBÉRIEUX-EN-BUGEY.

On nous écrit d'Aubérieux-en-Bugey (Ain) que les populations y sont animées des meilleurs sentiments républicains. Les patriotes de la localité se réunissent fréquemment, et en grand nombre, pour discuter les questions sociales que la République a mises à l'ordre du jour et s'instruire mutuellement dans les grands principes de la démocratie.

Dernièrement la démolition d'un vieux château seigneurial a été pour ces braves citoyens l'occasion d'une fête vraiment touchante. Sur l'emplacement même qu'occupaient les ruines de l'édifice féodal ils ont semé le blé, planté la vigne, voulant ainsi cacher sous de riches moissons les traces de la domination passée; puis sont venus des chants et des danses. Enfin cette fête de famille s'est terminée par une ovation spontanée faite à un habitant du pays dont on voulait récompenser le sévère et constant patriotisme.

Bouche de bronze.

M. LE COMTE DE CAMBIS.

On nous apprend que l'illustre comte de Cambis, ancien intendant des écuries de luxe de Louis-Philippe, ne s'est pas encore décidé à abandonner la direction des établissements de Meudon et de Chantilly. Il considère sans doute la République comme non avenue, car il administre, donne ses ordres et, faut-il le dire? ses ordres sont exécutés. Le citoyen Vavin, en sa qualité d'administrateur général de la liste civile, devrait bien, ce nous semble, mettre fin à un pareil scandale.

Au reste, il eût été plus honnête de la part du noble comte de suivre l'exemple du marquis de Strada, qui, attaché également aux écuries royales, n'a pas hésité à donner sa démission. M. de Cambis devrait bien comprendre cependant que la République ne saurait tirer parti de certaines complaisances fort bien rémunérées par l'ancienne cour, et que ses mœurs rendent inutiles les services officiels de l'ami du prince.

Tout le monde se demande comment il se fait que la Bibliothèque nationale conserve encore un conservateur tel que le riche baron Walknaër, qui ne conserve guère autre chose à cet établissement que son traitement. Cet honorable cumulard ne vient que deux fois par semaine à son bureau, où il ne fait pas long séjour, car au bout de deux ou trois heures son équipage le ramène dans ses terres. Le reste de la semaine, que fait notre conservateur? Il va à l'Académie ou cultive ses champs: *Deus hæc otia fecit*. On nous a assuré que quelques jours après le 24 février, un de ses amis lui conseillait de donner sa démission: «Je m'en garderai bien, a-t-il aussitôt répondu; on pourrait penser que je refuse mon concours à la République.» Voilà du dévouement! C'est dommage qu'il coûte un peu cher.

M. REYNAUD.

| | |
|---|------------|
| Conservateur-adjoint à la Bibliothèque nationale. | 5,000 fr. |
| Le logement. | 2,000 |
| Directeur de l'école des langues orientales. | 2,000 |
| Professeur à la même école. | 5,000 |
| Membre de l'Académie des inscriptions. | 4,800 |
| L'un des rédacteurs du Journal des Savants payé par l'Etat. | 4,500 |
| L'un des rédacteurs des Extraits et Notices des manuscrits. | 1,500 |
| L'un des rédacteurs de la commission de l'Histoire des Croisades. | 2,000 |
| | 20,000 fr. |

ASSEMBLÉE DES MARÉCHAUX FERRANTS.

En dépit des intrigues et de la mauvaise foi de nos adversaires, le peuple, le véritable peuple travailleur et producteur répond de plus en plus à notre appel.

Hier c'était la corporation des maréchaux ferrants qui faisait, par son initiative, acte d'adhésion aux idées que soutient la Commune; d'autres corporations ont suivi: demain, elles nous arriveront en foule. Le bon sens du peuple est notre bouclier.

L'envoi de notre journal aux délégués de ces corporations, qui le communiqueront aux chefs d'atelier pour être distribué aux ouvriers, nous assure une publicité puissante.

Cette publicité, nous ne craignons pas d'avouer que nous l'ambitionnons. Nous nous croyons assez d'indépendance et de générosité dans le cœur pour prétendre à la sympathie de nos frères des ateliers et des fabriques, pour lesquels et par lesquels spécialement a été faite la Révolution.

Nous tenons à honneur d'être l'organe du peuple, de cette partie du peuple surtout à laquelle la Providence n'a jusqu'ici départi que le lot de la patience, de la douleur et du travail.

Qu'on ne se figure pas toutefois, que nos sympathies en faveur de l'ouvrier, du déshérité, doivent nous empêcher de prendre en main l'intérêt du patron.

Nous sommes, avant tout, de notre temps. Nous voulons la Révolution dans son ultime conséquence; mais d'abord nous la voulons, cette Révolution, par le calme et l'intelligence.

Or, pour qu'elle s'effectue de cette manière, pour que le fruit de l'arbre de liberté puisse être cueilli sans que la branche à laquelle il est attaché se rompe, il faut qu'il y ait sécurité pour tous; il faut que l'équilibre entre le capital et le travail soit établi sur des bases justes.

Telle est, telle a toujours été la tâche que nous avons eue à cœur, dès le principe, de mener à bonne fin.

Sentinelles de la liberté, nous avons soulevé de nombreuses inimitiés; nous le savons.

Mais, d'une autre part, nous comptons des amis fervents.

Ils nous aideront à mettre en pratique ce principe de notre Révolution nouvelle, tous pour chacun, chacun pour tous.

Voici le discours prononcé par le citoyen G. Valtat, qui présidait samedi soir l'assemblée des maréchaux ferrants.

AUX OUVRIERS MARÉCHAUX DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Citoyens,

«Trois mois nous éloignent de ce jour sublime où le peuple, fatigué de ces vieilles choses qu'on appelle royauté et de ces fous qu'on appelle rois, redressa sa taille courbée sous la servitude du travail, et faisant entendre cette voix qui est trop puissante pour ne pas être un écho de celle de Dieu, dit: «C'est assez souffrir!» Alors de ses mains nerveuses saisissant les hochets du despotisme, il en fit la proie du néant, et déchirant la charte: «Loin de moi cria-t-il, code de mensonges, feuilles hypocrites; soyez remplacés par cette sainte trinité: liberté, égalité, fraternité.» Alors il écrivit ce symbole de paix, d'union et d'avenir sur la pierre des monuments; puis, aussi généreux que fort, il reprit silencieusement le chemin du labeur, passant sans y toucher devant la demeure des riches, qui l'avaient dédaigné, tendant la main aux hommes qui l'avaient calomnié et n'exigeant, pour les sueurs qu'il allait de nouveau dépenser, que du pain dans le présent et un peu de bonheur dans l'avenir.

A part la rapidité avec laquelle ces événements s'étaient accomplis, si quelque chose devait étonner dans cette révolution, c'était la facilité avec laquelle elle s'était faite, le peu de résistance qu'on lui avait opposée, le peu de sang qu'elle avait coûté; mais en écartant les dehors de la société pour en étudier le fond, cet étonnement devait cesser. Les yeux découvraient un abîme immense: les heureux du jour, les gens du privilège le niaient, ou si quelques-uns d'entre eux ne le niaient pas, leur égoïsme leur disait que rien ne pouvait le combler; que pour ce mal immense il n'y avait pas de remède; que c'était le sort de toute chose humaine d'offrir des imperfections; que le meilleur régime gouvernemental présenterait toujours des classes déshéritées. C'est ainsi qu'abrités derrière des sophismes, ils repoussaient tout progrès: aimant mieux dompter qu'améliorer, taxant les réformateurs d'insensés, d'aveugles, d'ennemis, les menaçant de leurs baïonnettes. Aussi quand la discussion vint faire place à l'émeute, leurs yeux s'ouvrirent enfin aux lueurs de la vérité; ils aperçurent cet abîme dont ils s'étaient ri, cet abîme qu'ils avaient nié; ils appelèrent leurs baïonnettes, mais en vain: les baïonnettes firent défaut. Alors ils voulurent concéder, parlementer, faire en quelques instants ce qu'ils n'avaient pas voulu faire en dix-huit ans; mais la voix populaire leur cria ces mots que chaque roi avant de tomber entendra: «Il est trop tard!»

La République fut donc proclamée avec un enthousiasme modéré: le mot fraternité n'avait pas encore été prononcé. Les différents éléments du peuple s'observaient; ceux qui avaient tout souffert pour elle la saluait avec délire; en une minute ils étaient payés de dix huit années de souffrance. Les égoïstes avaient peur, ils se turent; si quelques uns mirent le mot République sur leurs lèvres, ils le firent en se disant bien qu'ils n'en avaient point fini avec le régime déchiré, ou bien ils se consolèrent du mouvement en supposant que rien ne serait dérangé dans la

vieille machine gouvernementale; qu'il n'y aurait de changé qu'un homme et quelques noms. Quant aux ouvriers, c'était avec bonheur qu'ils entraient dans ce nouveau régime: beaucoup d'entre eux n'avaient que l'instinct du mot République; cela leur suffisait pour qu'ils l'aimassent. Ce mot ne leur disait-il pas: pain dans le présent, avenir meilleur.

Ainsi chacun acceptait cette nouvelle forme de gouvernement; mais il était facile de prévoir que deux camps se formeraient au cœur de la nation: que dans l'un on agiterait le drapeau de la réforme sociale, le drapeau du progrès, et que dans l'autre, on lutterait contre cette tendance en faisant de la réaction.

«Les hommes du premier camp, plus hardis, mieux trempés, ayant le besoin pour conseiller et le bon droit pour soutien, s'ébranlèrent et vinrent en masse mettre le Gouvernement provisoire en demeure d'organiser le travail, c'est-à-dire de sonder cet abîme effrayant dont je vous parlais tout à l'heure.

«Mais si d'une part il n'était pas facile de résoudre en quelques heures un problème sur la solution duquel repose l'avenir des nations, d'autre part il fallait calmer l'effervescence de cette masse incrédule pour avoir été trop de fois trompée et qui ne devait plus alors se payer de banales démonstrations d'intérêt. L'erreur avait fait son temps. Devant ce double danger, un homme se présenta; il s'offrit pour régler le travail. — Accepté, il se mit à l'œuvre; — le torrent pour un instant fut détourné. Cet homme, c'était Louis Blanc. Quel fut le moteur qui le conduisit? Si nous nous faisons l'écho de la calomnie, nous répondrons: l'ambition! l'ambition d'avoir sous la main une force terrible. Ou bien n'obéit-il qu'à un noble dévouement? L'histoire jugera. Quoi qu'il en soit, je le répète, les classes populaires se calmèrent. Elles offraient, paroles sublimes, trois mois de souffrances à la République! Mais pendant que ceci se passait, les hommes de l'autre camp commençaient à s'agiter. Revenus de leur première panique, voyant qu'on pouvait vivre avec des républicains sans avoir pour cela du sang jusqu'aux chevilles des pieds, ils relevèrent la tête; ils prirent à tâche d'effrayer la bourgeoisie avancée et amie du progrès en lui faisant voir les communistes et leurs idées: ils matérialisèrent à leur manière cette théorie, fille des nuages où elle retournera c'est certain, et l'épouvantail trouvé, ils le manièrent avec cette rouerie que le régime déchiré leur a légué. A chaque démonstration, à chaque effort des socialistes, des hommes qui proscrivaient l'exploitation de l'homme par l'homme, ils répondaient par un appel aux armes, par le cri à bas les communistes! Ce fut sous l'influence de cette peur que les élections se firent. Vous en savez les résultats. Qui voudrait en prévoir les conséquences? Je n'ai pas besoin, pour justifier mes craintes, de vous rappeler Rouen, Elbeuf, vous savez ce qu'est devenue votre commission du Luxembourg, le cas qu'on a fait des hommes qui la représentaient.

J'ai à dessein tracé à grands traits l'histoire des mois passés, car ils sont pour nous une utile instruction de ce qui nous reste à faire.

Ils ne veulent pas accepter le noble rôle qui leur est offert, celui d'émanciper le travail, de régler la concurrence, d'assurer l'avenir des classes nécessiteuses. Ce rôle, citoyens, acceptez-le; ils reculent devant cette initiative, prenez-la, prenez-la. Mieux qu'eux vous parlerez de vos besoins. Ils ne possèdent que les théories, c'est-à-dire souvent des mots, vous aurez pour vous les faits pratiques. Surtout, citoyens, pas de violences, pas de grèves, moyens inutiles et toujours dangereux sinon blâmables. Les réactionnaires attaqueront vos efforts; vous aurez les colonnes de votre journal pour y répondre. Du reste, ces attaques, vous devez les désirer. Non-seulement la discussion appelle la lumière, mais encore en traissant leur faiblesse, elles montreront votre force. La lutte vous grandira, citoyens maréchaux, gardes républicains. Si les premiers vous avez l'honneur d'entrer dans cette voie, d'autres vous y suivront, et le journal la Commune de Paris, fondé avec votre concours pour la défense des intérêts des travailleurs, sera l'écho de tous. Enfin si après mille efforts, la réaction nous menaçait en faisant appel aux tendances rétrogrades, aux haines, aux préjugés, ce jour-là la plume nous tomberait des mains, et, prenant le fusil, nous retournerions aux barricades en faisant entendre ces cris sauveurs: *Vive la République! Vive la Révolution sociale!*

G. VALTAT, vétérinaire en chef de la garde républicaine.

Le citoyen Esquiros a pris ensuite la parole. Son discours a été empreints des plus purs sentiments de démocratie.

Le citoyen Sobrier a exposé que la Commune de Paris était dédiée aux travailleurs de France et n'appartenait qu'à la justice. Sa devise est la solidarité entre tous les membres de la grande famille humaine. Là et là seulement est le bonheur. Nous appelons tous nos frères à le partager; nous n'excluons personne. Que les hommes dévoués à la patrie, à la cause démocratique viennent donc à nous. Notre œuvre est la leur, et la même récompense nous sera donnée à tous.

L'assemblée, où le plus grand ordre a présidé, a nommé trois délégués chargés de recevoir les abonnements au journal la Commune de Paris; ce sont les citoyens:

Voisembert, rue Popincourt, 27;
Aubin, avenue de Lichy, 52;
Dupuy, rue du Faubourg-Saint-Martin, 94.

Assemblée des délégués en criant *Vive la République!*

On lit dans le Représentant du Peuple:

«L'autre jour, à l'Assemblée nationale, vous vouliez être du peuple.

«Mais la preuve qu'ils ne sont pas du peuple, c'est qu'ils flattent le peuple.

«La preuve qu'ils ne sont pas du peuple, c'est qu'ils ont peur du peuple.

«Savez-vous bien ce que cela signifie: être du peuple?

«Cela signifie travailler 12 ou 15 heures par jour; souffrir de la faim, de la misère, du froid, dans sa personne et dans la personne de sa femme, de ses enfants, de son père, de sa mère!

«Cela signifie la privation de tous les plaisirs du luxe, l'absence de toute propriété, l'accumulation de tous les maux, de toutes les douleurs.

«Devant les tribunaux, soupçon, persécution, déni de justice!

«Devant la guerre, devant l'égalité du canon, passe-droit, services méconnus, sacrifices ignorés.

«Dans les routes de la science, de l'art, de l'instruction, obstacles insurmontables, portes de bronze qui ne s'ouvrent jamais, pas même à l'espérance!

«Cela signifie des ateliers insalubres, des métiers infâmes, des carrières, des mines où le jour ne pénètre jamais; des catacombes où l'on respire des poussières humaines; puis des foyers sans feu, des chambres infectes où les hommes s'entassent comme du bétail; des femmes flétries avant l'âge; des enfants malingres, inquiets, souffreteux, qu'il faut, tout jeunes, rompre au travail ou abandonner au vice, au vagabondage, au bagne, à l'échafaud!»

COMITÉ NATIONAL DE CRACOVIE.

AUX PEUPLES DE L'EUROPE.

Forcés d'abandonner les foyers de nos pères, la terre qui nous appartenait depuis des siècles, victimes d'une basse et honteuse trahison, exposés aux violences éhontées, aux calomnies propagées par les ennemis de la Pologne contre les citoyens de la ville de Cracovie, contre son comité et toute la nation polonaise, en présence du sang encore fumant de nos frères martyrs, nous adressons notre protestation solennelle à vous, peuples de l'Europe! non-seulement en notre nom, non-seulement au nom de la ville de Cracovie, mais au nom de toute la Pologne, de tous ses enfants, au nom de plus de vingt millions d'hommes liés par la sainte et éternelle solidarité de mêmes souvenirs et de mêmes espérances.

Nous protestons devant vous, peuple de l'Europe, contre la violation commise par les gouvernements étrangers des promesses accordées à notre nationalité; nous protestons contre les cruautés, les pillages et les meurtres exercés sur nos concitoyens dans le grand-duché de Posen et à Cracovie; nous protestons contre toute organisation de notre patrie projetée et exécutée par des étrangers.

Vous avez vu notre lutte en 1831 contre l'ennemi gigantesque de tout progrès des peuples chrétiens; vous avez vu le sang de nos martyrs couler sans interruption depuis cette époque mémorable; vous avez vu en 1846 la Pologne, comme la messagère, comme l'avant-garde de la régénération actuelle de l'Europe, proclamer les principes qui triomphent chez vous aujourd'hui, mais que vousachiez alors dans les profondeurs de vos âmes. Ne croyez pas, peuples de l'Europe, que cette Pologne est morte aujourd'hui: elle n'est pas morte; mais elle s'est liée à vous et à vos monarchies qui jettent l'amour de la liberté, qui prétendent nous la donner et qui ne cherchent que notre ruine. Que notre sang qui coule aujourd'hui retombe sur les têtes de vos gouvernements.

Aux armes! cria la Révolution de Paris à la Pologne, toujours sur le qui-vive, toujours en lutte avec ses ennemis. Les révolutions de Vienne et de Berlin l'invitèrent à l'union fraternelle. Les gouvernements de Vienne et de Berlin déclarèrent au monde civilisé qu'ils considéraient le partage de la Pologne comme un crime, et son rétablissement comme une nécessité et un devoir. Nous avons cru dans leurs promesses. Peuples de Vienne et de Berlin, les promesses de vos gouvernements nous ont cruellement trompées; leur parole n'était qu'hypocrisie et trahison.

Les meurtres commis dans le grand-duché de Posen et à Cracovie ne forment qu'un fait détaché, mais qui prouve avec la dernière évidence l'existence d'une grande coalition européenne. Son foyer et son chef sont à Saint-Petersbourg; son but définitif est la coalition contre la France, contre toute liberté du monde; son moyen est d'abord la destruction de la nationalité polonaise et ensuite le renversement de la révolution allemande.

Le projet perfide d'achever la Pologne, frappée depuis tant d'années, mais toujours palpitante, n'est que l'avant-coureur de cette machination infernale. Il leur importait d'abord de gagner du temps, de neutraliser la force que la Pologne pouvait leur opposer, ils leurent le grand-duché de Posen, Cracovie et la Galicie, par la formation des comités, d'une garde nationale qu'on ne pensait jamais armer, par l'organisation préjudiciable nationale et nulle en réalité des provinces polonaises. Cependant, en excitant dans le grand-duché de Posen la haine de la population allemande contre les Polonais pour éveiller les meurtres et la guerre civile, on veut justifier l'iniquité, on veut ravir de nouveau aux Polonais les droits qu'on leur avait d'abord reconnus.

En Galicie on pousse les paysans à renouveler

Les massacres de 1846. C'est pour y mieux réussir que le gouvernement défend aux particuliers l'affranchissement du peuple et le déclare tout à coup lui-même. Peuples de l'Europe, vous ne savez peut-être pas quelle idée on attache en Pologne à ce mot. Vous croyez peut-être que l'affranchissement du peuple en Pologne, ce n'est que l'abolition du servage, que la reconnaissance de la liberté personnelle. Non! notre but était bien plus élevé : nous avons voulu accorder la propriété territoriale aux deux tiers des habitants de la Pologne, pour leur rendre possible l'exercice illimité des droits civils et politiques.

Le manifeste du gouvernement établi à Cracovie en 1846 accordait la terre aux habitants des campagnes; il en avait le droit, car il était la manifestation légale de la volonté nationale. Aujourd'hui la plupart des propriétaires en Galicie n'ont pas hésité à réaliser ces promesses; ils ont gratuitement cédé la terre aux paysans établis sur leurs propriétés. Les habitants de toute la Pologne sont également décidés à faire le même sacrifice, car ils ont le droit de disposer de ce qui leur appartient. Mais de quel droit le gouvernement autrichien dispose-t-il du bien d'autrui? Pourquoi plutôt ne révoque-t-il pas les monopoles qui oppriment notre patrie? C'est qu'il ne désire que de créer la mésintelligence entre les différentes classes de notre société et détruire par ce moyen le principe de notre nationalité.

Enfin l'émigration polonaise réunie en France formait un obstacle puissant aux plans contre-révolutionnaires; on l'a attirée à Cracovie comme dans un guet-apens pour la détruire d'un seul coup.

La Providence en a autrement disposé. Les barricades de Cracovie ont fait échouer les projets criminels.

Généreux peuple allemand! le sang polonais versé dans le grand-duché de Posen et à Cracovie, c'est le sang de tes alliés les plus fidèles. Ne saurais-tu donc pas que chaque balle du soldat allemand qui frappe le cœur d'un Polonais est une balle fratricide qui exécute les plans de la Russie et de la contre-révolution?

Peuple allemand! ouvre les yeux avant que la lave de la contre-révolution, après avoir englouti la Pologne, inonde l'Allemagne. Sois notre allié, car notre cause est commune, et la Pologne indépendante sera ton boulevard. Elle ne sera point avare de son sang comme elle ne l'était pas autrefois à Liegnitz et à Vienne.

France, sœur bien-aimée de la Pologne! étoile qui guide l'Europe vers la liberté! tu n'abandonneras pas la Pologne, tu n'abandonneras pas ceux que tu appelles tes frères; tu accompliras la promesse que tu leur as faite au moment où ils quittaient ton sol hospitalier après dix-sept ans d'exil, car tu sais que la Pologne entière et indépendante est la plus puissante garantie des libertés européennes.

Peuples de l'Europe! n'entendez-vous pas les cris de douleur de la Pologne, martyre, depuis un demi-siècle, de votre liberté et de la sienne? Elle ressuscitera, car Dieu est juste; mais votre propre intérêt exige qu'elle ressuscite avec votre concours. Le temps passe, le sang coule; que Dieu nous regarde et nous juge.

Arrêté à Cracovie, à 3 heures du matin, le 27 avril 1848.

Signé : Joseph Krzyzanowski, président; Jakubowski; docteur Joseph Placer; François Szadje, général; Théophile Januszewicz; Jean Ledochowski, Roman Lisowski; François Trzinski; Léon Zienkiewicz; Alfred Mlocki; Siméon Samelson; Jules Sawiczewski; François Bobinski; Jean-Népomucène Walter (père); docteur Joseph Oettinger; Joseph Patelski; Adam Golemborski; Norbert Nurkowski; Vincent Kolodziejski; Zénon Halatkiewicz; l'abbé André Karczynski; Frédéric Gronemajer; Joseph Müller.

Actes officiels.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Décrets sur les options et réélections.

Art. 1^{er}. Les représentants élus dans plusieurs départements devront opter avant le 15 mai.

Art. 2. A défaut d'option, il sera décidé par la voie du sort, dans la séance du 16 mai, à quel département appartiendra le représentant qui n'aura pas opté.

Art. 3. Sur l'ordre du président de l'Assemblée nationale, la commission exécutive fera convoquer les électeurs des départements dont la représentation sera devenue incomplète.

Art. 4. Les nouvelles élections devront avoir lieu avant le 5 juin, et en Corse ainsi qu'en Algérie, s'il y a lieu, avant le 20 juin.

Art. 5. Il devra s'écouler cinq jours au moins entre les élections et la publication de l'arrêté qui en aura fixé l'époque précise.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 mai 1848.

Les président et secrétaires,

BUCHEZ, PEUPIN, ROBERT, DEGEORGE (FRÉDÉRIC), LACROSSE, PÉAN, EDMOND LAFAYETTE.

Le ministre de l'intérieur,

Considérant que le Conservatoire national de musique et de déclamation est destiné à former des artistes lyriques et dramatiques; que telle est la pensée qui a déterminé sa création et ses accroissements; que sa destination le rattache essentiellement au théâtre, dont il est, pour ainsi dire, le seuil;

Arrête :

Le Conservatoire national de musique et de déclamation rentre dans les attributions de la direction de la librairie et des théâtres, bureau des théâtres.

Paris, 30 avril 1848.

LEDRU-ROLLIN.

Citoyen rédacteur,

Un club formé sous les auspices de M. Peupin l'ouvrier, son président, et prenant le nom de Club des démocrates indépendants, tient ses séances à l'Ecole de médecine. Il a débuté hier en votant à la presque unanimité qu'il enverrait à l'Assemblée nationale une adresse demandant que les clubs n'y fussent pas représentés.

Ces messieurs prétendent que c'est blâmer le principe de l'égalité que d'admettre à l'Assemblée les délégués des clubs. Spécieux prétexte!

Méritent-ils bien le nom de démocrates ceux qui veulent empêcher le peuple d'être chaque soir tenu au courant des délibérations qui l'intéressent si vivement autrement que par la voie tardive et souvent mensongère des journaux? N'auraient-ils pas peur de voir le peuple s'éclairer, et ne vous semblent-ils pas tout prêts à voter la fermeture des clubs?

Salut et fraternité.

UN VRAI DÉMOCRATE.

Compte rendu des Clubs.

Paris, mai 1848.

A l'Assemblée nationale, le club du Salut du peuple.

Citoyens représentants,

Considérant que la force d'une République consiste toute entière dans la vertu et le bien-être des citoyens;

Que le peuple a montré qu'il était magnanime; mais que les ateliers nationaux ruinent l'Etat sans procurer le bien-être aux ouvriers;

Considérant que la prospérité d'un Etat tient à un système bien combiné de finances et de travail;

Qu'en attendant la solution de ce problème et pour rendre l'application plus facile, il est indispensable que la plus stricte économie règne dans toutes les branches de service;

Demande le club du Salut du peuple :

La Constituante étant le plus haut pouvoir de l'Etat, nulle rétribution ne doit être supérieure à celle des représentants. Elle doit servir de point de départ pour diminuer tous les appointements, sauf à accorder des frais de représentation dans des circonstances exceptionnelles. Le cumul des places, étant en contradiction avec l'égalité, la fraternité et la moralité, doit être immédiatement et à jamais interdit.

Tout abus exigeant une réforme, le contrôle le plus rigoureux doit être exercé dans les ateliers nationaux pour utiliser les travaux, surveiller le personnel, proportionner les salaires et régulariser la répartition des secours.

Ces mesures étant toutes éminemment nationales, le club du Salut du peuple attend justice de ses représentants.

Le président, MATHURIN ROUSSEAU.

(106, rue Saint-Lazare.)

CLUB DU PROGRÈS.

Séance du 14 mai. — Elbel, président.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Le citoyen Roustan, vice-président du club des Travailleurs de Digne (Basses Alpes), présenté à l'assemblée par le président, est accueilli par des témoignages de fraternelle sympathie.

La question à l'ordre du jour est l'intervention en faveur de la Pologne. Le président Elbel, après avoir fait comprendre à l'assemblée combien est déplorable la lenteur que l'on met à intervenir, lorsque la question est toute brûlante et lorsque chaque jour de retard peut faire égorger des millions de nos malheureux frères polonais, présente, avec quelques explications, les quatre modes d'intervention possibles :

1^o Intervention pacifique, qui peut n'avoir qu'un résultat négatif;

2^o Intervention armée, qui nous mettra en guerre avec les puissances du Nord;

3^o Formation de légions de volontaires français destinées à aller au secours de la Pologne, ce qui serait évidemment le plus mauvais moyen en ce qu'il aurait pour résultat de dégarnir la France de l'élite de ses patriotes et par conséquent d'abandonner le pays à l'anarchie et aux meneurs, qui grossiraient leurs rangs de tous les peureux qui aujourd'hui n'osent se déclarer ni pour ni contre la République;

4^o Convocation d'un congrès. Le président rappelle le congrès de Vienne, qui n'a eu d'autre résultat que de faire régner l'ordre dans Varsovie.

Après une longue discussion, l'assemblée, sur la proposition du président, décide à l'unanimité qu'elle s'associera à la grande manifestation qui aura pour but de présenter à l'Assemblée nationale une pétition tendant à demander une intervention, pacifique d'abord, et armée si la première est sans résultat.

SAURBURGER, BENOIST, secrétaires.

Nous prions les journaux de province qui reproduiront nos articles de vouloir bien indiquer la source à laquelle ils ont été puisés.

Nous prions nos confrères de nous adresser cette note :

« Plusieurs citoyens du département de Saône-et-Loire résidant à Paris ont l'intention d'offrir à leurs représentants et délégués un banquet fraternel.

Ils invitent leurs compatriotes qui voudront souscrire à se présenter aux bureaux de la Commune, rue de Rivoli 16, ou chez le docteur Cisset, 17, rue des Filles-Saint-Thomas, qui recevra les souscriptions.

14 mai 1848.

On s'entendra pour le lieu et le jour du banquet, fixé provisoirement au jeudi 18 mai courant.

AVIS.

Le comité radical des travailleurs du Nord tiendra désormais ses séances le lundi et le jeudi de chaque semaine, à 7 heures et demie du soir, rue Martel, 9. Tous les citoyens du département du Nord habitant Paris sont invités à se faire inscrire lundi 15 courant; passé ce délai on ne sera plus admis que sur la présentation de deux membres.

— Les employés de la marine nous ont adressé une lettre qui contient des faits que nous n'avons pu vérifier. Comme nous n'insérons de pareilles lettres que lorsqu'elles sont signées, les signataires gardent ainsi la responsabilité de leurs actes.

Départements.

On nous écrit de Montbrison :

« A Saint-Bonnet-le-Château, quelques rassemblements d'ouvriers sans ouvrage et sans pain ont provoqué une levée de boucliers bourgeois. On a arrêté onze pères de famille, qui ont été conduits à Montbrison sous l'escorte de trois ou quatre cents hommes, gardes nationaux ou soldats. Effrayé pourtant des suites de ces arrestations, le conseil municipal s'est hâté de prendre des mesures pour mettre à la disposition des industriels de Saint-Bonnet des fonds au moyen desquels il sera possible de procurer du travail aux ouvriers. »

— Nous recevons communication d'une lettre de Gap qui dit que des troubles viennent d'éclater à Embrun. La cause de ces troubles serait la destitution du citoyen Albert, sous-commissaire de cette localité. Les troupes de Gap ont reçu l'ordre de se diriger sur Embrun.

(Démocrate de Seine-et-Loire.)

— Les curés continuent leur propagande rétrograde, et lèvent tout à fait le masque dans certaines communes.

On nous raconte qu'à A..., commune d'Orgelet, le curé de cette paroisse, qui a sans doute de bonnes raisons de confiance, aurait dit à ses paroissiens, en pleine chaire : « On nous a accusés d'avoir manœuvré les élections, d'avoir usé de toute notre influence pour faire arriver à l'Assemblée nationale les hommes de notre parti... Eh bien! c'est vrai, et cela prouve notre pouvoir. Nous avons voulu être maîtres de l'élection et nous l'avons été. Quoique vous fassiez, nous sommes les maîtres, nous le serons toujours, et bien davantage encore, si, ce qui est probable, avant six mois Henri V remonte sur le trône de la légitimité. »

Nous nous abstenons de commenter de pareilles paroles. Il n'y a là ni ambiguïté, ni réticence, et nous aimons cette franchise. Qu'on vienne dire après cela que nous sommes des visionnaires, et que le clergé est plus républicain qu'on ne pense.

Mais attendons la fin! (Républicain du Jura.)

Etranger.

ESPAGNE.

Madrid, 8 mai. — Rapport adressé par le capitaine général de Madrid à M. le ministre de la guerre : « M'étant présenté devant le régiment de Espana, et l'ayant fait désarmer et conduire dans la cour de la caserne del Posito, j'établis le conseil de guerre ordinaire, devant lequel je fis conduire tous les prisonniers, tant militaires que bourgeois, pris les armes à la main en combatant contre la force armée.

« Ces prisonniers, jugés par ce conseil de guerre, avec toutes les formalités prescrites par les lois militaires, furent condamnés à la peine portée en l'art. 26 du code pénal, sentence que j'approuvai, après avoir pris l'avis de l'auditeur de guerre. Immédiatement après, on décima les soixante-dix-huit prisonniers, qui, comme je l'ai dit, furent pris les armes à la main, Sa Majesté, dans son inépuisable clémence ayant permis, d'après l'ordre que m'a communiqué Votre Eminence, que les insurgés fussent décimés en masse.

« Après avoir été mis en chapelle et avoir reçu les secours de la religion, treize condamnés, et parmi eux cinq bourgeois, furent fusillés suivant les tristes et graves solennités de nos lois, en présence de presque toutes les troupes de la garnison, dans les environs de la porte d'Alcala. Les piquets chargés d'exécuter la condamnation ont été pris dans le même régiment où servaient les coupables. A ceux des coupables qui n'ont pas été exécutés, mais qui ont été condamnés à la peine immédiate des présides, on a, par mon ordre, arraché l'uniforme qu'ils ont souillé par la trahison et après avoir fait une allocution aux troupes, je les ai fait défilé devant les cadavres et se rendre dans leurs casernes.

« JUAN DE LA PEZUELA. »

ITALIE.

Brescia, 5 mai. — Suivant trois lettres, deux de Padoue et une de Vicence, les généraux Durando et Zucchi ont entièrement défait un corps de vingt mille autrichiens qui venait d'Udine et d'Isonzo; de tout ce corps d'armée, il ne reste que 6,000 hommes en débandade qu'on poursuit à outrance.

— Somma Campagna, 5 mai. — De l'autre côté de Vérone, le fils de l'ex-vice-roi et le lieutenant des Monténégrins ont été grièvement blessés, ainsi que deux officiers, dans une rencontre avec l'armée pontificale, commandée par Durando.

— Civita Vecchia, 5 mai. — On annonce que les difficultés qui s'étaient élevées entre le pape et son peuple sont aplanies, mais que cependant une certaine agitation règne toujours dans cette ville. (Le Garde national de Marseille.)

— Naples, 6 mai. — Tout est tranquille.

SICILE.

Messine. — Le combat abominable des soldats bourbonniens contre Messine continue : la citadelle bombarde la ville; la ville continue le feu de ses batteries. Roméo et Rotino, libéraux des Calabres, envoyés par le gouvernement de Naples à Messine pour conclure un armistice, en avaient fixé les conditions; mais le général Pronio, commandant de la citadelle, ne les a pas acceptées. Roméo, revenu à Naples en toute hâte, a reçu du ministère les plus belles promesses, et cependant les hostilités sont continuées. Roméo a protesté énergiquement. Le peuple de Naples est indigné. Cet état de choses ne peut durer; mais un changement de ministère ne suffit plus : c'est au renversement de la dynastie qu'aboutira le premier mouvement populaire.

Faits divers.

Les délégués envoyés par les départements pour assister à la grande fête si pompeusement annoncée pour aujourd'hui ont été étonnés de la trouver ajournée. Ils se sont réunis sur la place Vendôme, et ont envoyé au ministère de l'intérieur pour demander au ministre de les recevoir. Mais celui-ci, après avoir fait attendre les délégués pendant plus de deux heures, leur a fait dire qu'il ne viendrait pas. — Les délégués se sont séparés très-mécontents.

Toute la soirée on voyait sur les boulevards, au Palais-National, sur les places, des attroupements où ce mécontentement était hautement et énergiquement exprimé.

— Les représentants se sont rendus aujourd'hui en grand nombre à la salle des conférences. Plusieurs réunions partielles ont eu lieu dans les bureaux.

La conférence agricole qui existait dans l'ancienne chambre s'est constituée aujourd'hui dans le 17^e bureau. Elle a nommé pour président le citoyen Dezeimeris (de la Dordogne), pour vice-président le citoyen Tourret (de l'Allier), et pour secrétaires les citoyens Person (du Calvados), et Richard (du Calvados).

— Le citoyen Flocon a pris possession du ministère du commerce, ce qui dément les bruits de sa retraite, fort répandus à l'Assemblée nationale dans la soirée.

— Il est déjà arrivé à Paris quelques chevaux achetés par le Gouvernement provisoire pour la remonte de notre cavalerie. On n'estime pas à moins de quatre millions de francs la somme qu'absorberont ces achats.

— C'est par erreur que quelques journaux ont annoncé que les citoyens Chateau-Renaud et Chilman sont nommés commandants des gardiens de Paris. Ce fait est tout à fait inexact. Ce corps a été placé sous la direction immédiate du préfet de police.

— Cinq régiments de l'armée d'Afrique et le 10^e bataillon de chasseurs à pied rentrent en France. Ils sont remplacés par 10,000 hommes appartenant aux classes de 1846 et 1847.

— Le Comité des ouvriers typographes de la capitale, qui jouit d'une haute et légitime influence sur les autres corporations d'ouvriers, a publié ce matin un manifeste qui attirait tous les passants.

Par ce manifeste, le Comité déclare que les ouvriers typographes de Paris ne prendront pas part à la fête qui se prépare au Champ-de-Mars; Parce que : « Il est inconvenant de se réjouir en France, quand la Pologne est égoignée;

« Parce que l'Assemblée nationale semble regarder comme une plaisanterie la question de l'organisation du travail;

« Parce que la misère et la faim déciment les travailleurs. »

— Hier, à sa sortie de l'Assemblée nationale, le citoyen Louis Blanc, ayant été reconnu par les ouvriers de divers ateliers qui passaient en ce moment sur le pont de la Concorde, a été porté en triomphe par eux jusqu'au milieu de la rue de Rivoli, où il est entré dans une maison pour ses affaires.

Luttes de la Pologne depuis 1850.

Edition populaire contenant un demi-volume, à 10 centimes.

Par le citoyen Fédix.

On distribuera aux crieurs à dix heures, aux bureaux de la Commune.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiot, 2.